# L'ABEILLE.

PAR BULLIT, BULLEN & MAGNE.
No. 42, rue Chartres.

*NOUVELLE-ORLEANS :*
MERCREDI MATIN, 8 MAI 1839.

*POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS*
## HENRY CLAY,
DU KENTUCKY,
Soumis à la décision d'une Convention Nationale

### D'UNE BANQUE NATIONALE.

Nous avions parlé il y a quelques jours de l'avantage qu'offriroit une Banque Centrale aux Etats-Unis à propos des tentatives qu'on fait en France pour y organiser une institution de ce genre, et nous avions reproduit les raisons déduites pour prouver l'indispensable nécessité d'une Banque Nationale.

Un journal auquel sa position impose l'obligation de soutenir, bon gré mal gré, les vues anti-nationales de l'Administration, a cru devoir combattre ces idées. Mais comme il lui était impossible de lutter d'arguments, il s'est prudemment borné à attaquer les conclusions, ne pouvant attaquer la position il s'est efforcé de la tourner. C'est de l'adresse, mais c'est aussi un aveu de faiblesse.

"Nous ne savons pas, dit-il, à quel point une Banque centrale est nécessaire à la France. Qu'un pareil établissement et pourra en songer pour la perfectionner le système il pourra en songer pour la nation : mais nous être du grand avantage pour la nation : mais nous pouvons affirmer que, telle qu'elle existe maintenant, elle est plutôt onéreuse que profitable aux législateurs" malgré l'opinion contraire de tous les savans financiers qui ont traité de la question."

C'est, comme on voit, n'être pas modeste ! Notre collègue prend une balance; il met dans un plateau *l'opinion de tous les savans financiers* (sur un sujet de finances) *qui ont traité de la question* et de l'autre son affirmation : Et c'est cette dernière qui doit l'emporter! Ainsi il se trouve un homme ayant l'incroyable prétention de *mieux juger* une question financière (lui qui ne s'occupa jamais de finances) *à lui seul que tous les savans financiers qui l'on traitée* ! N'est ce, pas une prétention étrange ?

"Cette banque, dit-il encore, n'ayra une coffre-fort qu'au favoritisme et à l'aristocratie." La preuve du contraire se tire de ce fait que sur les sept cents et quelques millions d'escompte faits en 1838 seuls un neuvième sont faits sur des billets de 200 francs et au dessous. C'est donc une *erreur* de fait.

Après avoir exposé tout le bien qu'on doit attendre de l'action d'une banque centrale qui permet de porter des secours majeurs là où il y a de grands besoins et cela dans un temps donné, nous disions :

"L'insuffisance des banques isolées est encore plus manifeste dans les temps de crise commerciale. Pour qu'elles ne périssent pas dans la tempête, il faut qu'elles plient toutes leurs voiles. Cette faire en effet avec un capital borné dans ces tourmentes qui bâtissent les fortunes, en face des besoins énormes, alors, des grandes industries d'une vaste cité ! Comment la prudence ne ferait-elle pas une loi impérieuse, dans ces moments de détresse, à une banque qui n'a qu'un capital retreint, de n'émettre que très peu de billets pour se constituer à l'effroyable danger de ne plus pouvoir échanger à vue ses billets contre du numéraire ? Or, pour restreindre la quantité des billets en circulation, il faut absolument réduire les escomptes et toutes autres avances au commerce. Au contraire, des institutions de crédit centralisées autour d'un puissant établissement, lié lui-même par une solidarité avec le trésor, et investi en lui faisant jaillir de la confiance publique, bon de tout crédit, offrirait au commerce, dans les jours difficiles, le point d'appui le plus inébranlable.

" Quant aux transactions de ville à ville et aux relations entre les diverses parties du territoire, les banques isolées sont impuissantes.

" Que serait-ce si l'on faisait intervenir la considération du papier monnaie qui vient toujours à la suite des banques ! Avec des banques isolées on aurait nécessairement dans chaque ville un papier monnaie particulier. Le pays serait couvert de billets différents, inégalement estimés, ne s'échangeant point les uns contre les autres, et n'ayant aucun cours hors de la ville où ils auraient été émis. Ce serait rétrograder jusqu'au temps où chaque seigneur féodal battait monnaie dans son domaine, et où chaque province avait ses écus qu'elle seule connaissait et acceptait. Avec des banques centralisées il est facile d'arriver à un papier monnaie unique, connu de tous et accepté de tous. L'inconvénient de la diversité des billets émis par les banques indépendantes est si grave, qu'en Angleterre, pays d'esprit local et de droits locaux, les *joint Stock Banks* commencent elles-mêmes à reculer devant la faculté d'émission, et que plusieurs de ces banques arrangées avec la banque d'Angleterre de manière à ne lancer dans la circulation que ses billets à elle.

A cela on répond "qu'il n'y a aucune analogie entre l'Europe et l'Amérique."

Sans beaucoup de rapports on aurait raison, il n'y a pas d'analogie entre l'ancien monde et les Etats-Unis d'Amérique; mais ici il y en a plus qu'on ne pense. En effet les institutions de crédit peuvent bien être quelque peu modifiées par les accidens de localité, mais leur principe est le même partout, car il résulte d'un besoin universellement senti.

Des banques locales sont partout isolées les unes des autres par cela seul qu'elles ont forcément des centres d'action différents et, par une conséquence nécessaire, elles ne répondent qu'à des besoins de localités isolées comme elle; mais il n'y a pas de loi commune, pas d'organisation. Leur papier n'a cours que dans les limites de l'étroite circonspection où il a été émis.

Si des pays pouvaient organiser leur système industriel sans Banque Nationale ou Centrale, ce serait assurément ceux dont l'étendue est très petite, relativement à la population; ceux dont le système de communications au moyen de routes et canaux est très développé; ceux enfin chez qui un service de postes est supérieurement organisé. Et si, dans ces pays, on reconnait l'utilité d'une Banque Centrale, malgré tous les avantages qui peuvent le mieux en suppléer l'existence, à combien plus forte raison devons nous désirer une semblable institution, nous qui avons un territoire immense, nous dont les moyens de communication sont encore loin d'être complets, nous dont les postes sont horriblement désorganisées.

Eez pourraient, mieux que nous, se passer d'une Banque Nationale, et si malgré l'avantage qu'elle ont sur nous, ils croient qu'une pareille institution est indispensable à leur prospérité, il est évident qu'elle l'est encore plus pour nous. Viendra-t-on dire encore qu'il n'y a pas d'analogie?

Dans un prochain article nous examinerons plus particulièrement la question de savoir si une Banque Nationale peut, comme on paraît le croire, porter atteinte à la liberté.

---

Nous recevons d'un officier du bateau-à-vapeur George Collier, la lettre suivante que nous nous empressons de publier :

Messieurs les Editeurs de l'Abeille,

"C'est avec le sentiment de plus vif regret que je viens vous faire part des détails d'un malheur qui a eu lieu à bord du bateau à vapeur George Collier, parti de cette ville le 4 pour St. Louis.

Le 5, à une heure et demie du matin, à environ 90 milles de Natchez de ce côté du fleuve, le piston cassa et on touchant à la tête des cylindres de devant emporta plusieurs des têtes des chaudières. La vapeur en s'échappant échauda quarante-quatre personnes dont vingt-cinq sont mortes dans la journée et en désespère de la vie de cinq autres."

Voici la liste des noms de ceux qui ont été blessés.

MORTS.

| NOMS. | RESIDENCES. |
|---|---|
| T. J Spalding, (chauffeur), | St-Charles Mo. |
| Chs. Brooks, passager de l'entrepont, | inconnu. |
| Wm. Blake, do | Boston Mass. |
| Cresson Herring, do | Allemagne. |
| Méd E. Walsh, et 2 enfans, | N.-Orléans. |
| Jas. O'Brien et un femme, | do. |
| David F. Ham, do | do. |
| Seldon J. Brockpan, do | Poland Ky. |
| John Liddle, do | France. |
| Dedrick Gree, do | N.-Orléans. |
| Dedrick Krep, do | Boston Mass. |
| Joseph B. Beaudet, do | do |
| Joseph Lawrance, do | Pank Co. Ind. |
| Peter Smith, do | N.-Orléans. |
| Charlotte Fletcher et son frère, | Angleterre. |
| Bilch, (chauffeur), | Inconnu. |
| Et 6 personnes dont les noms sont inconnus. | |

BLESSES.

Hunselmeyer, passager de l'entrepont, Allemagne. dangereusement blessé.

Mme. Christian Herring, de Allemagne,
Thos. Fletcher et femme, de Angleterre,
Jas. Brown, chauffeur, inconnu.
Jas Mc Donald, do do
Leidner, blesé, passager de l'entrepont, France, do.
Francis Brian et femme, do inconnus légèrement
Thos. Butler, do do
Francis Seennerly, do St. Louis,
Isaac Raney, do inconnu,
Alfred Davis, matelot, do
Cinq enfans de Mr. Adam Westridge, à bord, quelques uns d'entr'eux dangereusement blessés.
Un esclave de Thos Johnson, légèrement blessé.
JAMES MEEGAN, commis.

Le bateau-à-vapeur George Washington a remorqué jusqu'en ville le George Collier, peu après l'événement, et lui a donné tous les secours possibles.

---

### COUR COMMERCIALE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

SEANCE DU MARDI, 7 MAI 1839.

*Danielson et Co., contre Vincent Nolfat*

Cette affaire qui semble avoir excité à un haut degré l'intérêt général par son importance et les circonstances qui l'ont accompagnée, est venue ce matin à son tour de rôle. Cependant le public a été désappointé, car il n'a pu y passé à la cour rien d'intéressant; toute la séance a été prise par des dépositions sans importance; les plaidoiries ont été renvoyées à demain (aujourd'hui.) Jusqu'à présent tout ce que nous pouvons dire des témoignages qui ont été donnés aujourd'hui, c'est qu'il en résulte une explication d'une vente suivie de livraison de coton montant à quelques centaines de balles ainsi qu'il s'en fait journellement dans notre ville.

Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette affaire.

---

### CONSEIL GENERAL DE LA VILLE.

A la séance du Conseil Général qui a été tenue lundi soir on a lu un message du maire recommandant la prise en considération de divers objets d'utilité publiques. Nous donnons cet important document tout au long, sans commentaire, nous réservant de revenir plus tard là dessus.

MESSAGE DU MAIRE.

CONSEIL GÉNÉRAL, 6 mai.

Messieurs,

Je me félicite que votre séance annuelle de ce jour me permette de vous entretenir de diverses questions d'un intérêt général, que je désirais vous soumettre depuis long temps, et dont la nature même ne paraît nécessiter aucune responsabilité.

Le premier objet dont je prendrai la liberté de vous entretenir, est un fonds compétitif des revenus de port et des dépenses qu'il a occasionnées depuis la division de [illegible] Nous étendons du commerce de la Nouvelle-Orléans, la quantité toujours croissante de denrées [illegible] qui y sont importées en cas d'une [illegible] augmentation progressive du nombre de navires [illegible] arrivés à cet échange des produits agricoles [illegible] de deux continens n'ont souvent encouragé, dans la rapport de l'avenir que nous préparent les plus hautes espérances, [illegible] des causes d'inquiétude d'un intérêt plus élevé [illegible] dans le temps [illegible] [illegible] [illegible]